

Depuis 29 jours l'armée israélienne soumet la Bande de Gaza à des bombardements et maintenant des assauts terrestres d'une violence inouïe. Après un blocus total qui prive la population d'eau, de nourriture, de médicaments, depuis le 21 octobre, donc 2 semaines, 421 camions sont rentrés. Il en passait 500 par jour avant le 7 octobre. Aujourd'hui par exemple, les hôpitaux lorsqu'ils fonctionnent, opèrent aujourd'hui sans anesthésiques.

En Cisjordanie occupée, la population palestinienne est soumise à la violence redoublée de l'armée et des colons ainsi qu'à un bouclage du territoire.

Nous demandons un cessez-le-feu immédiat à Gaza, la fin des bombardements, des offensives terrestres et des déplacements forcés de populations, ainsi que la levée immédiate du blocus.

Nous exigeons que la France s'engage activement dans ce sens.

Nous rendons hommage à l'ensemble des populations civiles, palestiniennes et israéliennes, victimes de crimes de guerre. Chaque vie compte.

Une paix juste et durable ne sera possible que dans le cadre de la reconnaissance des droits du peuple palestinien, de l'arrêt de la colonisation et de la fin de l'occupation israélienne, dans le respect de l'ensemble des résolutions de l'ONU.

Cessez-le feu immédiat !

Arrêt des bombardements et des déplacements forcés de la population !

Levée immédiate du blocus !

Protection du peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie !

Le 3 novembre, la guerre d'Israël contre le peuple palestinien dans son ensemble est entrée dans son 29^e jour, quatre semaines après l'agression barbare du Hamas qui a tué au moins 1 400 Israéliens et blessé plus de 5400 lors d'un assaut sans merci. 4 semaines pendant lesquelles aux crimes de guerre du Hamas ont répondu et répondent encore les crimes de guerre commandités par Netanyahu et perpétrés par l'armée !

Les chiffres sont effrayants !

Dans la bande de Gaza, depuis le 7 octobre, l'Ocha - le Bureau des Nations-unies pour la coordination des affaires humanitaires en territoire palestinien occupé - fait état de près de 9.300 Palestiniens tués dont plus de 3.800 enfants et près de 24.000 blessés. Auquel il faut ajouter la destruction d'immeubles, d'infrastructures, d'hôpitaux, d'écoles...

Le Hamas et le Jihad islamique palestinien retiennent en otage plus de 240 soldats et civils. Depuis, 5 ont été libérés et 57 seraient morts par suite des pilonnages israéliens.

En Cisjordanie on dénombre au moins 135 morts dont 42 enfants et 2300 blessés en un mois dont 30% par balles réelles, chiffres auxquels il faut ajouter des arrestations massives et 1900 nouveaux prisonniers politiques, alors que des informations crédibles font état de traitements cruels, inhumains et dégradants généralisés infligés aux 10 000 détenus dont 2 viennent de mourir depuis le 7 octobre.

Côté israéliens, 2 colons ont été tués et 24 soldats sont morts à Gaza.

Les tirs de roquettes du Hamas sur Israël et les frappes aériennes israéliennes sur Gaza se poursuivent. Israël et le Hezbollah continuent d'échanger des tirs. Le 1^{er} novembre, un accord

conclu entre le Hamas et l'Égypte sous l'égide du Qatar a permis l'évacuation d'environ 60 blessés gazaouis et de près de 400 ressortissants étrangers.

On compte près d'1 million et demi de personnes déplacées ; et hier Israël a renvoyé les 3.026 travailleurs gazaouis autorisés dans l'isolement et l'enfer de Gaza.

Mais cette guerre ouverte qui a débuté le 7 octobre, ne marque pas le début de la question Israélo-Palestinienne qu'il faut replacer dans un contexte plus général :

> **Israël** n'a jamais respecté les résolutions de l'ONU, ni le droit international, mais au contraire, a voté en 2018 une loi fondamentale de l'Etat nation du peuple juif, gravant une différence de droit entre les Juifs et les autres israéliens, et qui donne entre autres la priorité à la poursuite de la colonisation.

C'est après dix mois de la plus importante crise politique et sociale interne depuis des décennies, en raison du projet du gouvernement dirigé par Netanyahu d'une nouvelle législation visant à affaiblir considérablement le système judiciaire israélien ... et à le sauver des trois procès pour corruption auxquels il est confronté, que la guerre au Hamas a été déclarée, ravivant l'unité nationale.

Aujourd'hui ce gouvernement Netanyahu en place depuis décembre 2022 est ouvertement d'extrême droite, suprématisiste, raciste et colonialiste.

> **En Palestine occupée**, la situation politique est bloquée en partie par l'absence d'élection depuis 2005, celles prévues en 2021 ayant été reportés à une date ultérieure qui entache la légitimité de Mahmoud Abbas.

Mais surtout la situation est sans aucune perspective pour les Palestiniens, du fait de l'augmentation de la colonisation avec plus de 710 000 colons en mars 2022 (NU), l'annexion des terres, les déplacements forcés, les punitions collectives, l'occupation militaire, le blocus de Gaza depuis plus de 16 ans, qui se déploient dans un régime d'apartheid. Tous illégaux en droit international.

>Et **Au niveau international**. Dans ce contexte particulièrement horrible d'une escalade guerrière ou la barbarie et les crimes de guerre de l'occupation sont la norme. Situation dans laquelle la communauté internationale porte une lourde responsabilité, il ne peut y avoir 2 poids, 2 mesures en termes de droits humain, de droit international humanitaires ...

Face à cette dérive sanglante, à la menace précise d'une nouvelle Nakba, ou catastrophe en Arabe, devant cette dérive génocidaire d'Israël, des organisations telles que la Cour Pénale Internationale ou l'ONU, ainsi que les Etats occidentaux et les USA ne sont pas à la hauteur de l'urgence de la situation et des risques.

La plupart des médias occidentaux et israéliens justifient ces morts comme de simples dommages collatéraux de la lutte contre le Hamas, et restent silencieux lorsqu'il s'agit des civils palestiniens. Ils reprennent à bon compte le discours du ministère israélien des affaires stratégiques qui depuis 2016 est à l'œuvre pour empêcher la critique de l'Etat d'Israël et exporter partout où c'est possible sa stratégie idéologique, entre autres d'amalgame entre antisionisme et antisémitisme, de dénigrement et menaces

>**En France**, toutes ces attaques sont relayées par les groupes et associations soutenant la politique israélienne, mais aussi au plus haut niveau de représentation nationale par des élu.es et des membres

du gouvernement. Elles visent non seulement les militant.es du mouvement de solidarité avec la Palestine, mais aussi les parlementaires qui osent critiquer publiquement la politique d'apartheid d'Israël. Ces attaques interviennent dans un contexte général d'atteinte à l'expression et à la liberté d'agir des associations qui osent contester radicalement la politique gouvernementale.

Les évènements du 7 octobre ont été le prétexte pour le gouvernement d'accentuer de manière significative ses attaques liberticides, accusant à plusieurs reprises des associations de cautionner d'éventuelles troubles à l'ordre public, ou d'inviter par leurs actions au développement de l'antisémitisme en France.

Faisons le pari d'un retour à la raison, car nos libertés et l'avenir de la solidarité avec le peuple palestinien doivent être porté ensemble. Nous devons préserver notre droit de parole et d'agir pour dénoncer la politique de l'Etat d'Israël.

Les libertés d'expression et de manifestation, libertés démocratiques fondamentales, doivent être respectées.

Alors, avec une pensée particulière pour tous mes ami.es palestiniens, qui encore plus que jamais se sentent si seuls et abandonnés des puissants ; portant la voix du collectif Palestine 04, je crie :

- Arrêtez de soutenir les crimes de guerres, les crimes contre l'humanité d'Israël, et le nettoyage ethnique du peuple palestinien !
- Obtenez un cessez le feu maintenant sans condition !
- Prenez des mesures et des sanctions pour protéger le peuple palestiniens.
- Sauvez les enfants de Gaza, chaque vie compte !

MS pour le « collectif Palestine 04 » le 4.11.2023